



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

UN LIBRARY

JUL 7 1983

S/15857
6 juillet 1983
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

UN/SA COLLECTION

LETTRE DATEE DU 5 JUILLET 1983, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU NICARAGUA AUPRES
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous communiquer le texte de la note en date du
30 juin 1983, envoyée à S. Exc. M. Edgardo Paz Barnica, ministre des relations
extérieures du Honduras, par S. Exc. M. Miguel D'Escoto Brockmann, ministre des
relations extérieures de la République du Nicaragua.

"Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à vos notes Nos 287 DA, 302 DA et 306 DA, en
date des 20, 21 et 24 juin de l'année en cours, dans lesquelles vous vous
référez à certains 'incidents' survenus dans la zone frontalière, qui
mettraient en cause les forces armées du Nicaragua.

Nous avons demandé à nos autorités militaires de mener les enquêtes de
rigueur pour déterminer la réalité des faits que vous affirmiez et lesdites
autorités nous ont fait savoir qu'elles n'avaient connaissance d'aucune
attaque effectuée dans les lieux et aux dates signalés, ni en aucun autre lieu
et date, et que les forces nicaraguayennes postées dans la zone frontalière
ont pour instructions précises de respecter les frontières établies,
instructions qu'elles respectent scrupuleusement.

Par ailleurs, je crois opportun de rappeler que les endroits où ces
'incidents' seraient survenus sont des endroits se trouvant sous le contrôle
absolu de l'armée hondurienne et des mercenaires somozistes qui y sont
établis, et qu'il serait sans doute plus logique que l'on mène une enquête
pour savoir si ce ne seraient pas ces forces qui ont causé les faits signalés
car, selon des des informations dignes de foi, des effectifs
contre-révolutionnaires projetteraient d'exécuter des actes criminels contre
des civils honduriens, actes qui seraient imputés au Nicaragua et qui
serviraient de prétexte pour provoquer une guerre ouverte entre le Honduras et
le Nicaragua.

En se fondant sur ce qui précède, le Gouvernement nicaraguayen rejette entièrement la teneur des notes que vous avez envoyées et vous réitère son invitation à engager un dialogue direct et inconditionnel entre nos deux Etats comme moyen irremplaçable d'obtenir la détente dans la zone frontalière, pour éviter un conflit qui aurait des conséquences incalculables.

Le Ministre des relations
extérieures,

(Signé) Miguel D'Escoto Brockmann"

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir distribuer le texte de cette note comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du
Nicaragua auprès de l'Organisation
des Nations Unies,

(Signé) Javier CHAMORRO MORA
